

ILS VONT VOTER ET PUIS APRÈS... À PROPOS D'ABSTENTION...

«De tout temps, les hommes qui, pour arriver au pouvoir, ont recherché le suffrage populaire, ont abusé les masses par de prétendues déclarations de principe qui, dans le fond, n'ont jamais été que des déclarations de promesses!».

Pierre-Joseph PROUDHON,
«Manifeste électoral du Peuple»,
«Le Peuple», 8-15 nov. 1848.

2022 : année électorale en France, qui plus est pour choisir le président de la République. Comme à chaque fois, le concours de promesses fait rage avec des appels vibrants aux abstentionnistes qui dit-on, font le jeu de... ou bien de... Tout dépend de qui parle dans le micro. Abstentionnistes nous le sommes, exception faite en quelques rares circonstances. Faisons donc un rapide examen de nos positions théoriques et pratiques depuis plus de 150 ans et profitons-en pour réfléchir au rôle que jouent les élections «démocratiques» dans les sociétés: rouage renforçant l'État et mirage de l'émancipation des peuples, que ce soit en Europe, en Russie, en Tunisie, ici ou ailleurs.

Un peu d'histoire

Après avoir été candidat, puis élu au Parlement, Pierre-Joseph Proudhon, en son temps, reconnaît l'inutilité de cette forme d'opposition au pouvoir en place. L'ouvrier ciseleur Tolain avait, lui, publié son *Manifeste des soixante* qui proposait des candidatures ouvrières pour pénétrer le *Corps législatif* où le travail manuel n'était pas représenté. Proudhon, tout en saluant ces ouvriers, mais revenu de ses illusions électoralistes, appellera à l'abstention: «*il faut avant tout que la classe ouvrière agisse désormais et exclusivement par elle-même et pour elle-même*» (1).

On constate que cette position abstentionniste est, déjà à l'époque, isolée parmi les travailleurs, qui pensent majoritairement pouvoir changer les choses en pénétrant le système bourgeois en place. Toutefois, après la mort de Proudhon, 1865, des socialistes révolutionnaires en lutte contre l'empire de Napoléon III reprendront l'idée de Proudhon et formeront des comités abstentionnistes à l'occasion des élections législative de 1869, tout en proposant la prépondérance du social sur le politique. Ces comités ne rencontreront pas le succès escompté et l'on pourra voir par la suite, des candidatures «*abstentionnistes*» permettant d'exposer les idées révolutionnaires, ne s'agit donc plus pour le peuple d'être représenté au Parlement, mais de s'opposer à Napoléon III, de présenter les idées révolutionnaires irréconciliables avec celles de la monarchie ou de la bourgeoisie, afin de renverser le pouvoir impérial. Cette stratégie est encore en usage aux législatives de février 1871 à la veille de la *Commune*.

La *Commune de Paris* sera un exemple d'autonomie ouvrière face au centralisme étatique. Son avènement (18 mars) sera «*officialisé*» par son élection (26 mars), mais comme le rappelle Claude Fréjaville (2), il s'agit de la consécration de l'idée de Proudhon développée quelques années plus tôt: «*il faut vaincre le pouvoir en ne lui demandant rien (...) fonder la liberté des individus, en organisant l'initiative des masses*» (3).

Dans la foulée, au Congrès de l'*Internationale* à La Haye (1872) James Guillaume précisera, face aux partisans de Marx qui ne rejetaient pas l'action parlementaire: «*Nous ne sommes pas abstentionnistes, mais partisans d'une politique particulière, politique négative, celle du prolétariat qui doit aboutir à la destruction de la politique bourgeoisie. Nous ne voulons pas agir en commun avec la bourgeoisie; en cela consiste notre politique ouvrière qui sape, par notre seul retrait, tout l'édifice bourgeois. Étant fédéralistes, nous repoussons*

(1) Pierre-Joseph Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*.

(2) Claude Fréjaville, «*L'abstentionnisme et le vote protestataire avant la Commune (1863-1871)*», *Le Monde libertaire*, n°1650.

(3) Pierre-Joseph Proudhon, *Confessions d'un révolutionnaire pour servir l'histoire de la révolution de février 1848*.

sons cette conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, nous contentant, ce qui nous semble plus fécond, de pratiquer cette abstention préconisée par Proudhon, dont certains membres du Conseil général ont été autrefois partisans» (4).

Bakounine rappelle, lui, que «l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique», et il «repousse toute action politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe des travailleurs contre le capital» (5). En 1870, Bakounine avait également traité le problème de l'illusion de la représentation des intérêts du peuple par le système législatif: «Le suffrage universel, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera économiquement dominé par une minorité détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant ou libre qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne pourra jamais produire que des élections illusoires, anti-démocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations» (6).

Participations directes ou indirectes d'anarchistes à des élections

En Espagne, en février 1936, le résultat des élections permet à une coalition de partis de gauche (*Frente popular*) d'accéder au pouvoir. Ce résultat est obtenu grâce à la décision de la centrale anarcho-syndicaliste C.N.T. de ne pas appeler ses adhérents (au nombre de 1.500.000 quand même!) à l'abstention, contrairement à sa position habituelle; ce qui revenait de fait, à encourager à voter pour le *Frente popular*. Cette attitude de la C.N.T. était dictée par deux raisons essentielles. La première, pragmatique, tenait compte du fait qu'il y avait à ce moment-là sous les verrous, plus de 30.000 prisonniers politiques dont les trois quarts étaient des militants libertaires. Le marché, tacite, était très clair: pas d'appel à l'abstention contre promesse dans le programme de la coalition de gauche, de libérer tous les prisonniers. C'est ce qui se passera dès l'annonce de la victoire des forces de gauche. Notons toutefois que le peuple n'attendit aucun décret et qu'il se rendit spontanément devant les prisons pour rendre effectives ces libérations. Pour reprendre (une fois n'est pas coutume) la formule de Lénine: «La confiance n'exclut pas le contrôle». Le peuple méfiant procéda lui-même à la libération des prisonniers.

La seconde raison est encore plus pragmatique. Les responsables *cénétistes* firent une analyse très claire de la situation politique du pays: droite et gauche fourbissaient leurs armes et l'explosion sociale était imminente; en cas de victoire de la droite, une insurrection des travailleurs se serait heurtée une nouvelle fois aux forces de répression de l'État (armée, police, garde civile) qui auraient fait bloc pour mater la révolte. Par contre en cas de victoire de la gauche et de tentative prévisible de putsch militaire, ces mêmes forces étatiques seraient divisées entre factieux et loyalistes, rendant possible, en tout cas plus facile, une victoire des forces révolutionnaires. C'est exactement ce qui se passera en juillet 1936, mais ceci est une autre histoire.

Et en France? À la suite de la grande manifestation populaire du 14 juillet 1935 sera créée une union des partis de gauche qui se transformera en *Front populaire*, lequel sera victorieux aux élections d'avril-mai 1936. Là aussi les travailleurs enthousiastes (et méfiant pour certains) n'attendront pas la consolidation du nouveau gouvernement et déclencheront un vaste mouvement de grève (2.000.000 de grévistes), avec occupation des entreprises, afin d'imposer immédiatement ce qui avait été promis pendant la campagne électorale (entre autres, quinze jours de congés payés et semaine de travail réduite de 48 à 40 heures). Là aussi on pouvait dire: la confiance c'est bien, mais le contrôle c'est mieux. Comme quoi l'action directe est prépondérante sur l'action parlementaire, mais encore une fois, ceci est une autre histoire.

Plus près de nous, nous trouvons l'épisode tragi-comique de la participation de la F.C.L. (*Fédération communiste libertaire*) aux élections législatives de janvier 1956. On retrouvera côté à côté le très controversé Georges Fontenis (ex F.A.) et le sinistre André Marty (exclu quatre ans plus tôt du P.C.F.). Cette alliance plus que douteuse devait soi-disant servir à la F.C.L. à propager les idées libertaires. En obtenant 2.219 voix (0,5% des suffrages exprimés), ce résultat pitoyable ramènera sur terre Fontenis et la F.C.L. dont le début de la fin avait déjà sonné.

Encore plus près de nous: mai-juin 1968, ses grèves et ses mouvements d'occupation; deux mois de rêve qui s'achèveront avec... des élections. De Gaulle et sa clique réactionnaire en finiront ainsi avec ce

(4) Cité par Claude Fréjaville in le *Monde libertaire* n°1633, «Mutuellistes et collectivistes dans l'Internationale».

(5) Mikhaïl Bakounine, «Fragments formant une suite à l'*Empire knouto-germanique*», Œuvres complètes, tome 3, p. 173.

(6) Mikhaïl Bakounine, «L'*Empire knouto-germanique*», in Œuvres complètes, tome 8, p.14.

gigantesque mouvement de contestation (huit à dix millions de grévistes). Notons qu'un an plus tard, quand De Gaulle, toujours aussi arrogant et sûr de lui, organisa un référendum sur la réforme des régions (dont tout le monde se fichait éperdument), il eut l'imprudence de s'engager à quitter ses fonctions en cas de désaveu des électeurs. La réponse fut cinglante: le non l'emporta par 52%. Exit le grand Charles! Et j'avoue que, cette fois-ci, moi aussi je suis allé voter, écoeuré que j'étais - comme - beaucoup d'autres par ce personnage et ce qu'il incarnait. Bien entendu, j'étais conscient que rien ne pouvait changer à l'intérieur de ce système, et je ne participais même pas deux mois plus tard à l'élection qui devait désigner le guignol suivant.

1981. Mitterrand président. Le gag du siècle: Mitterrand socialiste! L'ancien ministre de l'Intérieur de la 4^{ème} république, l'homme pour qui: «*l'Algérie c'est la France*». Guesde, Allemane, et Jaurès sont bien loin, et la révolution encore plus! Le peuple de gauche, une nouvelle fois bercé d'illusions électorales et une nouvelle fois cocufié par des politiciens «*socialistes*» continuant de gérer le capitalisme.

Danger fasciste?

Avec l'épisode de 2002 et le second tour Chirac-Le Pen, nous avons eu droit aux cris d'orfraie de la gauche (et de la droite). Certains libertaires ont cru bon de se rendre aux urnes devant le pseudo danger représenté par Jean-Marie Le Pen. Bref, l'union sacrée contre le fascisme galopant. Grosse erreur d'analyse, résultat des courses: un score à la «*soviétique*» pour Chirac (82%) qui une fois président, se dépêchera d'abandonner ses discours aux accents démocratiques, républicains et progressistes et d'oublier qu'il devait en grande partie son élection à un électoralat qui n'était pas le sien habituellement. En 2017 on nous a refait le coup de l'union sacrée contre Le Pen (cette fois la fille du précédent). Et cette fois encore ça a marché: Macron (*ni de gauche ni de droite*) a bénéficié largement des votes de gauche pour, une fois élu, nous asséner une politique... de droite. Et ce coup-ci, en 2022, contre qui faudrait-il faire barrage? Le Pen, Zemmour, Pécresse? Pour des révolutionnaires pas de quoi se fourvoyer, gardons plutôt nos forces pour la propagation de nos idées ailleurs que dans les isoloirs.

Élections = démocratie?

Sans parler des élections truquées de partout et d'ailleurs (divers pays d'Afrique, Iran, Russie et ex-républiques «*soviétiques*», etc...), on a pu largement constater y compris chez nous, que ce qui était au programme ce n'était pas une transformation radicale de la société, mais une simple gestion du capitalisme. Différente? À peine. C'est que l'arme électorale consiste non pas à choisir et à participer à l'élaboration d'une nouvelle société, mais à déléguer notre pouvoir individuel à des «*représentants*» qui n'ont pas de comptes à nous rendre avant quatre, cinq, sept ans (voire plus). La démocratie bourgeoise nous demande notre avis tous ces quatre, cinq ou sept ans, mais ne nous écoute plus entre deux échéances électorales. Le candidat de droite Sarkozy de 2007 promettait de toucher à tout sauf aux retraites? Le président Sarkozy s'en est pris à nos retraites! Nous protestons par millions dans la rue? Trop tard; nous n'avons aucun contrôle sur les décisions gouvernementales. Les tenants du pouvoir ne sont pas révocables à tout moment. Le candidat de gauche Hollande nous promet une politique sociale qu'il imposera à «*son ennemi la finance*»? Le président Hollande nous balance les lois El Khomri. Nous sommes de nouveau des millions dans la rue pour crier notre désaccord, peine perdue, ces lois anti-sociales passent tranquillement. Le candidat Macron promettait l'arrêt de l'usage du *glyphosate* dans les trois ans? Le président Macron reporte à... (remplissez les pointillés). Les promesses n'engagent vraiment que ceux qui y croient.

Voter: un droit ou un devoir?

La gauche au pouvoir? Mais nous l'avons déjà eue paraît-il. Une loi intelligente - style «*abolition de la peine de mort*» - justifie-t-elle toutes les mesures anti-ouvrières prises sous Mitterrand? La désindustrialisation n'a pas été l'apanage de la droite. Le système capitaliste n'a aucunement été remis en cause en France ou ailleurs, même quand les gouvernements socialistes (avec des communistes) étaient aux commandes. Dans ces conditions, voter ne consiste qu'à choisir notre maître et éventuellement la longueur de notre chaîne, mais pas à les supprimer. Nous sommes là, dans la fameuse «*servitude volontaire*» de La Boétie, mais camouflée sous les habits de la légitimation par les urnes. Politiciens, journalistes, instituts de sondages et experts de tout poil n'en finissent pas de nous asséner leur mantra: «*voter est un devoir*». Et si vous n'avez toujours pas choisi de candidat, c'est simplement que vous êtes parmi les indécis; et si vous vous dites abstentionniste c'est que vous êtes indifférent à la vie collective, mauvais citoyen. Ne pas voter c'est, selon les uns ou les autres, «*faire le jeu de la gauche, ou de la droite, voire de l'extrême-droite*». On a inversé le slogan de Mai 68, maintenant c'est: «*Abstention, piège à cons*». Pire, s'abstenir c'est faire le lit du fascisme; ben voyons!

Propagande révolutionnaire et campagne électorale

Le fameux vote de 2002 qui porte Chirac à la présidence a-t-il été un rempart contre l'extrême-droite? On a pu en juger rapidement et sans surprise (pour nous): les idées du *Front national* étaient déjà bien ancrées dans la tête de nombreux politiciens de la droite (modérée?). Aujourd'hui la situation est la même... en pire. C'est à qui sera le plus à droite, le plus extrême, le plus sécuritaire. Les idées du *Rassemblement national* ou de Z sont déjà reprises par la bande à Pécresse. Alors qui sera le rempart cette fois-ci? Macron? Nous savons déjà quelle serait sa première mesure de président: sa chère réforme des retraites. Et le reste à l'avenant.

On nous dira qu'il y a la possibilité d'utiliser une campagne électorale pour distiller une propagande révolutionnaire. Nul doute que des organisations comme le N.P.A. ou *Lutte ouvrière* ne croient pas au système parlementaire, mais veulent profiter de la tribune électorale pour diffuser un message plus radical; toutefois les obstacles sont difficiles à franchir: les fameuses 500 signatures d'élus à obtenir pour pouvoir se présenter. Excellent garde-fou pour la classe possédante afin de se prémunir contre des courants radicaux mais minoritaires. Ce n'est évidemment pas nous qui avons fixé les règles «du jeu», et je vois mal 500 élus donner leur signature à un candidat anarchiste pour lui permettre de vanter notre idéal.

Notre bulletin de vote

Notre rôle à nous, anarchistes, qui ne sommes pas abstentionnistes par désintérêt de la chose publique, mais au contraire parce que nous voulons prendre en mains notre destinée, c'est de dénoncer le système électoral mis en place par la démocratie bourgeoise qui est «une dépossession effective de la souveraineté individuelle et collective (populaire), puisqu'il confie la gestion de la société (autrement dit l'ensemble des choses qui nous concernent) à l'État, c'est-à-dire à quelques individus renouvelés - ou non - toutes les X années» (7).

Dépassant donc le stade des élections en démocratie bourgeoise qui ne servent qu'à pérenniser le système capitaliste (en ne nous permettant que de choisir ceux qui vont le gérer), les anarchistes, eux, proposent un changement réel de société, non pas un aménagement ou une gestion différente du capitalisme, mais sa suppression. Ce que nous visons c'est l'auto-organisation des travailleurs dans le but de régler les problèmes individuels par des solutions collectives; on a pu constater dans une large frange de la population qui conteste l'organisation actuelle de la société, un recours à cette fameuse «horizontalité» pour les prises de décisions, comme il y a une dizaine d'années en Espagne avec le *Mouvement des Indignés*, ou en France avec *Nuit debout*, voire certains collectifs des *Gilets jaunes*. Il s'agit effectivement de changer les rapports dans le monde du travail (dans les entreprises ou les exploitations agricoles), pour celles et ceux qui ont un emploi, et dans les quartiers pour celles et ceux qui n'en ont pas. La tâche n'est pas mince, tout est à inventer: une autre économie, un autre enseignement, une autre santé, un autre type de consommation, un autre rapport à l'environnement... Bref, une autre vie.

Autre vie rendue possible par la gestion directe de la classe laborieuse. Les anarcho-syndicalistes espagnols en ont déjà donné un avant-goût en 1936. En France, la culture ouvrière est certes différente avec une implantation syndicale faible et devenue majoritairement réformiste. Les entreprises ne pourraient être administrées que par des comités (conseils pour les puristes) composés de syndiqués et non-syndiqués, avec, choisis parmi eux, des représentants élus (comme quoi le rejet d'un certain type d'élection n'est pas un réflexe pavlovien chez nous). De même, la gestion collective de la cité nécessitera la fédération des communes ou des quartiers avec représentants élus eux aussi. Comme pour les conseils d'usine ou les syndicats, les mandats devront être clairs, limités dans le temps, pour des tâches précises, contrôlables et révocables à tout moment en cas de constat de mauvaise application (quelle qu'en soit la cause). Je ne développerai pas plus cet aspect du fédéralisme libertaire: le lecteur intéressé pourra aisément se procurer à notre librairie *Publico* (9) toute la documentation et les écrits souhaités (de Proudhon à Pierre Besnard).

Ainsi, on peut voir que notre abstentionnisme n'est pas synonyme de désintérêt de la chose publique, «mais la caractérisation d'un rejet et d'un refus de participer à des mécanismes de pouvoir qui non seu-

(7) Guillaume Goutte, «L'abstentionnisme libertaire: de la démocratie parlementaire à la gestion sociale directe», Le Monde libertaire n°1631.

(8) Maurice Joyeux, «Le rôle des élections pour le maintien de l'équilibre dans la société moderne», La Rue n°15.

(9) Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

lement nous dépossèdent de la capacité à gérer nous-mêmes collectivement notre société, mais rendent aussi quasi impossible toute transformation sociale profonde. Et, à partir de cette critique, l'abstentionnisme est également une force de proposition d'un autre type de société dans laquelle tout un chacun serait partie intégrante des prises de décision» (10).

Notre position étant établie, renforcée au vu de ce que les élections bourgeoises ne servent qu'à maintenir un système qui ne représente aucunement la classe des prolétaires, nous maintenons que c'est la mobilisation sociale qui est seule capable de transformer cette société en quelque chose qui mérite d'être vécu, où l'exploitation de l'homme par l'homme n'a plus sa place, où nous déciderons nous-mêmes de notre vie, sans intermédiaires politiciens qui ne nous représentent en aucune façon. Notre bulletin de vote, c'est la lutte quotidienne sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, seuls ou avec celles et ceux avec qui nous pouvons faire un bout de chemin (radical) ensemble. Après les élections nous savons parfaitement que rien ne va changer, que l'exploitation capitaliste sera toujours là, appliquée par les mêmes ou par d'autres, qui nous expliquerons que l'époque est difficile, qu'il faut du temps, que peut-être plus tard... Oui, les temps sont durs mais toujours pour les mêmes. Le politicien, lui, est un homme (ou une femme) qui commence sa journée mieux que les autres. Les élections serviraient la classe ouvrière? Un simple coup d'œil sur les pays d'Europe nous indique le contraire: partout, des gouvernements de droite aux ordres des «*marchés financiers*». Et quand ce sont des gouvernements de gauche, ces mêmes «*marchés financiers*» continuent d'imposer leurs règles. Alors demain, qui nous fera payer la crise, la dette, aggravées par la pandémie? La gauche? La droite ou son extrême? Nous ne leur devons rien, nous refusons de payer, nous refusons de participer à la mascarade électorale, ce qui serait, quoi qu'on dise, une façon de justifier et cautionner un système qui nous exploite et nous opprime. Nos urnes à nous, ce sont les luttes sociales avec nos organisations syndicales ou spécifiques, ce sont nos pratiques politiques libertaires, nos combats dans l'entreprise ou la rue, tous les jours, et partout, nos Z.A.D., nos espaces autogérés... Plus que jamais donc, avec une abstention active et consciente, nous demeurons partisans de l'action directe et de l'autogestion qui nous mènera à une société sans classe ni État une société égalitaire, sociale et libertaire.

Ramón PINOS.

(10) Guillaume Goutte, «l'abstentionnisme libertaire: de la démocratie parlementaire à la gestion sociale directe», Le Monde libertaire, n°1631.